

**Adresse fraternelle à Luc Bengono
Nsi et autres**

P. 6

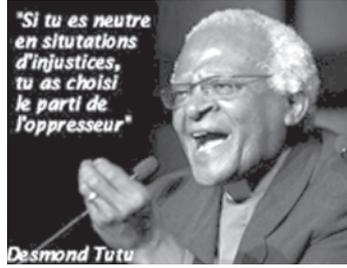
**Dégommage des cadres de l'Abanga-Bigné
La main lourde du CRTI et de Ndong-
Sima**

P. 3



le_mbandja@yahoo.fr Tél 06 06 51 13 - 07 85 22 09

Directeur de la Publication : G. P. Biteghe



**Eléphants blancs et
abandon des
infrastructures
La lourde
responsabilité
des anciens
roitelets**

Page 5

Hebdomadaire indépendant d'informations générales - 17^e année - N° 731 du Vendredi 10 Novembre 2023 - Prix: 600 FCFA

Survie du Parti démocratique gabonais (PDG)

Les prémisses de l'implosion !

P. 3



**Province du Woleu-ntem/supposée visite
d'Oligui Nguema**

**Guerre de tranchés
entre oliguistes
autoproclamé et
pédégistes**

Page 6

**République du Moyen-
Ogooué/Conseil économique,
social et environnemental
L'indécente nomination
du Mollah Ogouma**

Page 7

**International/TICE :
la Russie révoque sa
ratification**

Page 8

Les idées à l'endroit

En politique on utilise aussi les mots et les choses

Les hommes politiques proposent des projets et des programmes avec l'espoir de convaincre le plus grand nombre. Le langage politique est riche de concepts et, plus souvent, de scansion et de slogans repris par les sympathisants et les militants. Mais leur usage (en réalité mésusage) entretient la confusion. Et en bonne rhétorique il convient de rétablir le sens des mots. Ce qui permet de soigner les maux dont souffre une société. Il en va ainsi de l'expression « *nationaliste* » qui est sur toutes les lèvres sans que l'on définisse la réalité « *nationale* » sur laquelle elle s'applique. Dans le cas gabonais, parler de « *résistance nationale* » est un abus de langage, voire un anachronisme. La plupart des historiens gabonais, à commencer par Nicolas Meteghe-Nnah, narrent la résistance nationaliste « *Histoire du Gabon des origines à l'aube du XXI^{ème} siècle* ». Mais l'on peut se demander où se situent les origines du Gabon qui est une invention moderne. Quelle « *nation gabonaise* » la France a-t-elle colonisée ?

En réalité on occupe rarement des nations, car elles ont une conscience nationale déjà établie et peuvent se défendre. La colonisation se caractérise par un remplacement et un déplacement des populations locales par des peuples venus d'ailleurs (Europe). La vraie colonisation c'est l'expropriation foncière et le repeuplement. Les populations de la côte gabonaise (1822-1839) ont-elles réellement subi la violence coloniale comme le furent celles de l'intérieur (1870-1929) ? Car il n'y a pas une nation gabonaise qui a préexisté à la prise du Gabon par les Français. Les premiers contacts depuis la côte nord-ouest ne se faisaient pas avec des Gabonais, mais avec des interlocuteurs d'un magma inconstitué de peuples épars, voire de tribus et de clans regroupés sous le vocable « *gomyènè* ». Un terme qui est lui-même une construction moderne. Les Gabonais, tels qu'ils s'identifient aujourd'hui, relèvent du procès colonial. Cela explique l'impasse post-coloniale.

Quand le colonial est présent, il n'y a pas une raison de se rebiffer. Mais lorsqu'il s'en va, il n'y a plus de bouc-émissaire. Or, le paradoxe ontologique est que nous voulons nous détacher de l'Occident tout en poursuivant son procès historique depuis les lumières. De fait, nous courons derrière la modernité des autres. Tous les thèmes évoqués pour imaginer le Gabon relèvent d'une grille de lecture occidentale. Ce qui aboutit à des crises conceptuelles récurrentes. On parle de « *peuple gabonais* » sans en définir les contours. Quelle nation défendait Emame Tôle ? Quelle fut sa doctrine pour la postérité au point que personne ne sait ce qu'est un « *Gabonais* » ? Au-delà de l'identité territoriale, il n'y pas un sous-bassement culturel commun qui fonderait le Gabon. Bantou est le pluriel de Muntu et rien d'autre. A quelle époque les Fang et les Gomyènè ont-ils, par exemple, vécu sous le même régime politique et social avant l'arrivée des Blancs ? Si oui, quelles furent les valeurs sur lesquelles reposait ce régime ? Les Fang sont anarcho-égalitaristes et ne pratiquent pas l'esclavage. Comment pouvaient-ils partager le même espace public avec ceux qui pratiquent (l'esclavage) un régime qu'ils réprouvent ?

C'est la complication post-coloniale. On a mis ensemble des gens qui n'avaient rien en commun. D'où la tragédie actuelle des communs. Les notions de liberté et d'égalité s'énoncent comment dans nos langues ? Quelles en sont les ressorts historiques et anthropologiques ? L'idée de nationalisme et de nation sont deux choses différentes. La nation précède le nationalisme et non l'inverse. Les soi-disant « *nationalistes gabonais* » défendaient quelle nation ? Et quels étaient son nom et ses contours historiques et géographiques ?

La présente campagne électorale, aussi mièvre que le vide intellectuel gabonais, dévoile toute la vilénie de la kakistocratie gabonaise. Sur les dix-neuf candidats en lice, seuls trois sortent du lot : Raymond Ndong-Sima, Albert Ondo-Ossa et Hughes Alexandre Barro-Chambrier. Et ce sont tous les trois des économistes. Mais les économistes font-ils de bons présidents ? Le reste (dont Abo) c'est le grand guignol. Et comme tous les 7 ans, ils passent un film que l'on connaît par cœur et dont on connaît la fin. L'on participe pour accompagner les Bongo à se racheter une fausse onction populaire qu'ils iront vendre à l'extérieur le temps d'un mandat. Ceux qui traitent Abo de « *Biaffrais* » pendant la campagne vont le traiter de « *poids lourd* » après l'élection.

En réalité, les Bongo ne changent pas

Ce sont leurs contempteurs ou laudateurs de circonstance qui sont versatiles, car faibles. Forts en

queule, mais faibles en actes. De fait, leur force est liée à la faiblesse théorique et politique de leurs adversaires incapables de donner le change depuis 56 ans. Depuis 1990, d'accords en accords, ils se font berner.

Les trois candidats précités sont tous Gabonais de souche. Il y a, cependant, un malentendu qu'il faille dissiper ici à propos du principe de nationalité, car il y a une incision entre la nationalité, la citoyenneté et l'éligibilité à la présidence de la République. En effet, l'on se réfère toujours au cas américain qui relève d'une construction spécifique. Les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas une ancienne colonie exploitée par une puissance impériale. Ici ce furent des colons qui se révoltèrent non contre le roi Georges III, mais plutôt contre le Parlement qui les imposait et faisait pression sur l'abolition de l'esclavage. C'est pour cela qu'on les appelle « des révolutionnaires royalistes ». Les colonisés c'étaient les Indiens, car, comme toute colonie de peuplement, ils ont subi une expulsion ontologique de leurs territoires, relégués dans les réserves et absents de l'histoire. Les Etats-Unis ne sont donc pas une nation d'immigrants, mais bien une colonie de peuplement. Aussi, pour être président, ils ont ironiquement défendu l'idée d'un droit de sol et d'un droit du sang. Aussi, « *naturally born* » signifie être né soit sur le sol américain, soit né d'un citoyen américain quel que soit le lieu de naissance. L'ironie est que les 9 premiers présidents américains n'étaient pas nés Américains, mais sujet de sa majesté.

Le premier président né Américain fut le démocrate Martin Van Buren (1782-1862), le huitième président américain (4 mars 1837 - 4 mars, 1841), qui était d'ailleurs de parents hollandais. Il parlait le néerlandais à la maison. Mais comme il était né (1782) un avant l'indépendance américaine (1783), il n'est pas tout à fait de souche. En réalité, le premier vrai président né Américain fut le dixième président (6 avril 1841 - 4 mars 1845) John Tyler (29 mars 1790 - 18 janvier 1862). Il fut d'ailleurs le premier vice-président à succéder au président William Henry Harrison (9 février 1773, Berkeley Plantation, Virginie - avril 1841) qui est resté 30 jours au pouvoir (4 mars 1841 - 4 avril 1841, les présidents étaient investis en mars jusqu'en 1933 où Roosevelt a ramené la date au 20 janvier suite aux ruses de sortir de la crise de 1929). Un Gabonais de souche est donc celui qui est né sur le sol gabonais de père et/ou de mère gabonais.

De fait, le chapitre 1^{er} du code de la nationalité gabonaise le définit bien. Il se décline comme suit : l'attribution en raison de la naissance au Gabon. De fait, l'article 11 du code de la nationalité gabonaise précise bien que « *Possède la nationalité gabonaise, à titre de nationalité d'origine, l'enfant qui, au jour de la naissance et quel que soit le lieu de celle-ci, a un parent au moins de nationalité gabonaise ; l'enfant né au Gabon de parents inconnus ou apatrides. Toutefois, cet enfant sera réputé n'avoir jamais été Gabonais si, au cours de sa minorité, sa filiation est établie à l'égard de parents étrangers. Possède également la nationalité gabonaise, à titre de nationalité d'origine, sauf à la répudier dans les douze mois suivant sa majorité, l'enfant légitime né au Gabon de parents étrangers si l'un d'eux y est lui-même né ; l'enfant naturel né au Gabon lorsque celui des parents étrangers à l'égard duquel la filiation a d'abord été établie y est lui-même né* ».

Art. 12 : « *L'enfant nouveau-né, trouvé au Gabon, est présumé, jusqu'à preuve du contraire, être né au Gabon* ».

Dans le chapitre 2 - Attribution en raison de la filiation,

art. 13 : « *Possède la nationalité gabonaise, à titre de nationalité d'origine, l'enfant légitime dont l'un des parents au moins est Gabonais ; l'enfant naturel, lorsque l'un des parents au moins à l'égard duquel sa filiation est établie est Gabonais* ».

Quant au chapitre 3 - Attribution par voie de reconnaissance, art. 14 : « *Peut se faire reconnaître la nationalité gabonaise, à titre de nationalité d'origine, toute personne née au Gabon de parents étrangers ayant souscrit sa déclaration dans les douze mois précédant l'accomplissement de sa majorité, à condition d'avoir, à cette date, son domicile ou sa résidence habituelle au Gabon depuis au moins cinq années consécutives ; toute personne née dans une localité d'un Etat frontalier du Gabon située dans un rayon de vingt-cinq kilomètres du territoire gabonais et ayant souscrit sa déclaration dans les douze mois précédant l'accomplissement de sa majorité à condition d'avoir son domicile ou sa résidence habituelle au Gabon depuis au moins dix années consécutives ; toute personne qui, ayant été recueillie au Gabon avant l'âge de quinze ans, y a été élevée soit par l'assistance publique, soit par une personne de nationalité gabonaise ; toute personne qui a perdu la nationalité gabonaise par l'effet d'une renonciation faite en son nom durant sa minorité* ».

Ces précisions sont importantes. Il serait donc nécessaire de repenser le dispositif d'accession à la présidence de la République gabonaise qui devrait être verrouillée.

Aussi, toute révision constitutionnelle ne devrait se faire que par voie référendaire

Et il conviendrait de préciser le caractère chrétien des sociétés gabonaises. Le président de la République doit impérativement parler couramment l'une des 65 langues gabonaises hors le français. De plus, les Gabonais souhaiteraient avoir une première dame gabonaise de souche et qui parle les langues gabonaises. Le président Léon Mba, qui avait plusieurs femmes, avait, néanmoins, fait de Pauline Mba la première dame, car de souche gabonaise. Lorsque les institutions démocratiques seront banalisées, les gens ne regarderont plus ces détails. Pour l'instant, les tensions sont trop fortes. Il faut un retour aux sources. De plus, la première dame ne fera pas partie du protocole. Elle ne doit donc pas se mêler des affaires politiques, y compris les parents du président de la République.

De nombreux Gabonais à la nationalité douteuse ont effectivement un problème d'éligibilité à la présidence de la République. L'idée même de « *candidature unique* », comme je l'ai déjà dit, relève du TSF. Mais tant qu'on bloquera l'accès d'un Fang à la tête du Gabon, le pays n'avancera pas, car la pierre d'achoppement de la politique gabonaise c'est la fascination (au sens d'obsession) de l'imaginaire « *tyrannie de la majorité* ». A ce jour, ce qui domine la politique en Afrique centrale (Congo-Brazzaville, Rwanda, Tchad, Centrafrique, Gabon) c'est la tyrannie des minorités ethniques au pouvoir. Mais ce modèle s'épuise. On ne peut donc pas parler de politique moderne dans nos contrées sans faire l'inventaire de nos différences. Aussi, dans le langage courant, ont réduit les données historiques aux apparences. On parle de nation gabonaise comme si elle avait toujours existé. L'idée d'Etat-nation est typiquement occidentale et trouve ses racines dans la philosophie des lumières.

A suivre.

Aristide Mba

Octobre rose chez Arise : plusieurs activités au menu !

Le groupe Arise a organisé à l'aéroport de Libreville et dans les différentes entités du groupe, pendant le mois d'octobre, plusieurs événements visant à sensibiliser davantage sur les cancers féminins et sur le cancer du sein en particulier.

Plusieurs activités étaient au programme, à savoir : conférence de sensibilisation sur les cancers féminins ; des témoignages de personnes luttant contre la maladie, d'experts médicaux, notamment des oncologues, des radiothérapeutes et des psychiatres étaient tous présents lors d'une conférence de sensibilisation dans les locaux d'Arise pour édifier les hommes et les femmes sur les cancers féminins.

Activité sportive : une séance de zumba a permis de propager l'énergie et le message de la santé et du bien-être au sein des équipes. Programme de dépistage : durant tout le mois d'octobre, des examens cliniques gratuits aux femmes en vue de les encourager à un suivi médical régulier étaient réalisés.

Arise tient à rappeler à tous que la



lutte contre les cancers féminins ne s'achève pas à la fin du mois d'octobre et réaffirme son engagement en faveur de cette lutte qui doit continuer au-delà de ce mois.

Survie du Parti démocratique gabonais (PDG)

Les prémisses de l'implosion !

Le Distingué Camarade Président (DCP) Ali Bongo Ondimba, affaibli par sa subite perte de pouvoir et affligé par la double incarcération de son épouse et de son fils aîné ; le Secrétaire général Stevee Nzegho Dieko, entravé par une assignation à résidence à la suite de ses ennuis judiciaires, c'est la plus haute hiérarchie de l'ancien parti au pouvoir qui se trouve ainsi ponctuellement neutralisée et paralysée. De quoi donner des ailes au premier adjoint du patron du secrétariat exécutif, Luc Oyoubi, qui se voit maintenant en futur patron du PDG. Autrement dit, khalife à la place du khalife. Alors qu'il n'en a pas forcément la légitimité et l'étoffe politique. L'essentiel pour lui n'est peut-être pas dans la pérennisation de l'outil politique légué par feu Omar Bongo Ondimba. Il pourrait devenir à terme un bon moyen de marchandage.

Toujours nommé. Jamais élu nulle part au sein du parti dans une compétition ouverte dans sa circonscription d'origine de la Sébé Bricolo, Luc Oyoubi, promu deux fois dans la foulée, sénateur d'Ali Bongo Ondimba, puis de Brice Clotaire Oligui Nguema, fait décidément une extraordinaire carrière politique ces dernières années. Loin des tracasseries des urnes. Sous Ali Bongo Ondimba et grâce à ses amis actuellement en prison, Cyriaque Mvourandjiami plus précisément, il s'est fait désigner, 2^{ème} Vice-Président de la chambre haute du parlement Gabonais, sous le GI de brigade Brice Clotaire Oligui-Nguema dont il s'est rapproché, sans en référer à qui de droit, il a encore été nommé comme la 3^{ème} personnalité du Sénat de transition. Une position aux premières loges de l'actuel pouvoir qui, apparemment lui laisse les mains libres, pour s'occuper d'un Parti Démocratique Gabonais sans père et sans

repères, depuis le coup assommant du 30 août dernier. Le choix des principaux députés et sénateurs provenant de l'ancien parti unique dans l'actuel parlement de Transition, c'est lui. Il a pu ainsi faire nommer, pour le seul département dont il est le ressortissant jamais élu, trois sénateurs... Privant d'autres circonscriptions politiques du Haut-, Ogooué, comme la Djoué et la commune d'Onga de la jouissance réclamée à cors et à cris, d'une équité de représentativité. Ce dont s'est offusqué, à juste titre, un membre du bureau politique de cette partie du pays, Brice Livui Eyinga, cité par notre confrère en ligne « **Reflets Gabon** ». S'il ne voulait s'occuper que du PDG dans l'espace peu rétif aux impositions politiques et au développement imposé de la pensée unique, la tâche de l'ancien ministre de l'Agriculture d'Ali Bongo Ondimba, ne serait déjà pas plus aisée. Même dans son Okondja natal. Là-bas il existe encore, au sein

d'un PDG même fragilisé, des personnalités plus en osmose avec les populations, comme Mathias Otounga Ossibadjio qui a disparu des radars du pouvoir actuel. Mais alors, rêver de diriger ou de prendre malicieusement le contrôle d'un parti qui compte toujours dans ses rangs les Idriss Firmin Ngari et autres Jeannot Kalima, il faudrait être extrêmement présumptueux. Luc Oyoubi n'ayant pas les moyens fiduciaires et humains, de sa politique dans un parti qui n'a survécu jusqu'ici, que grâce à une vie entièrement passée frauduleusement à se nourrir des deniers de l'Etat pendant les 55 ans qu'aura duré son règne. Sauf à compter sur des complicités ou des encouragements au sein de l'instance dirigeante du CRTI, on ne voit pas comment le 2^{ème} vice-président de transition va s'y prendre pour parvenir à ses fins, clairement visées, de pouvoir aux remplacements d'Ali

Bongo Ondimba à la tête du pays, et de Stevee Nzegho Dieko, comme secrétaire-général (deux personnalités qui selon des indiscrétions, il chercherait à valser du parti). Assigné à résidence, le dernier cité, traduit en conseil de discipline par on ne sait quelle instance statutaire, ne pourra pas se déplacer pour être entendu et au besoin, présenter ses moyens de défense. Le Distingué camarade Ali Bongo Ondimba, sauf s'il venait à présenter lui-même sa démission, ne pourrait être déchu que par un congrès du parti difficile à convoquer dans le contexte politique actuel. En effet, même si les militaires n'ont pas expressément indiqué qu'ils entendaient interdire l'activité des partis politiques, le bon sens voudrait que, celui par lequel le malheur des Gabonais est arrivé depuis l'instauration de la pensée unique, se tienne au moins à carreau un certain temps. Or, comme un défi lancé aux autorités de

transition, Luc Oyoubi et ses camarades du Comité consultatif des sages, veulent rameuter les troupes pour nous asséner encore les fameux « PDG oyé, PDG ossou, PDG mbèmbè, PDG milôlô ! ». Alors que tout le monde sait que la messe est définitivement dite pour cette formation politique dont Luc Oyoubi et les stratèges à la manœuvre, veulent volontairement provoquer et hâter l'implosion. Pour que certains, parmi les plus fortunés dans les cercles des pouvoirs politique et mystique actuels, ramassent et recollent les morceaux. Aucun des 18 membres du Comité permanent du Bureau politique du PDG n'a encore présenté sa démission de cette fonction jusque-là. Au contraire, c'est possiblement, au regard du poids de cette position dans la hiérarchie du PDG, que certains camarades ont été, les uns, promus dans les institutions de transition, les autres laissés libres de leurs mouvements, alors qu'ils pouvaient avoir

tant à dire devant les tribunaux gabonais. Sont-ils simplement tenus en laisse ? Qui sait ? Luc Oyoubi, conscient de cet état de fait, a sans doute pensé, avec ceux qui combinent ou complotent avec lui, qu'il ne fallait surtout pas s'embarrasser de la présence de cadres de l'instance de décision représentée, de façon non exhaustive par : Alain-Claude Byllie-by-Nze, Rose Christiane Ossouka-Raponda, Camélia Ntoutoume Leclercq, Aubierge Sylvine Ngoma, Louis-Barthélémy Mapangou, Denise Mekam'ne-Edzidzie, Joël Ogouma, Guy-Patrick Obiang-Ndong, Pascal Coffi Houagny Ambourouet ou Gabriel Tchango. Quelques membres de l'instance qui décidait avec le DCP Ali Bongo Ondimba, toujours en fonction, en chair et en os. Et peut-être aussi avec l'un de ses sosies, le temps de la longue absence de cinq ans. Toujours en fonction. Jusque à quand ? L'aven

Ngale Beghl'Ango

Dégommage des cadres de l'Abanga-Bigné

La main lourde du CRTI et de Ndong-Sima

Les principaux cadres de ce département du Moyen-Ogooué payent-ils au prix fort le succès, dont on sait qu'il a été obtenu par le recours systématique à la fraude et à la corruption des bœufs votants, du président déchu fin août dernier ? C'est en tous cas la question que l'on se pose de plus en plus de Bifoun à Samkita, en passant par Ebel-Alémbé dans le canton Nord de la seconde circonscription administrative du Moyen-Ogooué. Mais alors, si tel est le cas, pourquoi la mesure n'est pas généralisée dans le pays ?

Quand l'on observe, dans le Haut-Ogooué, qui vote toujours les Bongo à 100%, le maintien de cadres de l'ancien régime et la promotion en grand nombre, de nouvelles têtes pour pouvoir au remplacement de la poignée qui se serait rendue coupable d'indélicatesses, on a le droit de se poser des questions... Mais si d'aventure les mises à l'écart seraient consécutives à l'apport des personnalités abanga-Bigné dédagées jusqu'à présent, pourquoi ceux qui ont clairement dit non à l'ex dictateur émergent sont-ils relégués aux oubliettes des promotions politiques dont le CRTI est loin d'être avare, notamment au sein de la présidence de la République où les nominations pleuvent après chaque Conseil des ministres depuis la prise de pouvoir des militaires ? Pas spécialement gâté dans la promotion de ses cadres valables sous les présidents Omar et Ali Bongo Ondimba, l'Abanga-Bigné a connu un regain d'intérêt de ce point de

vue, avec l'affaiblissement du pouvoir du chef de l'Etat déchu, une hiérarchie de l'ancien parti au pouvoir, proche de l'ex-première dame, ayant réussi à placer au moins deux cadres dans la haute administration du pays. Il s'est ainsi agi de l'ancien Directeur du Conseil gabonais des chargeurs, Pierre Moïse Mba, et de l'ancien Directeur-adjoint de la solde, Thomas Ntoutoume-Ngoua. Tous deux sortis dès le premier Conseil des ministres du gouvernement Raymond Ndong Sima. En même temps qu'Emmanuel Biye, PCA à l'Aviation civile, et Nadine Ada Nang, Directrice générale à l'Aseca. La promotion de Régis Pamphile Emame-Ntoutoume, à la direction générale du Patrimoine de l'Etat, débarqué lors du deuxième conseil des ministres, aurait relevé des relations personnelles de ce dernier dans certains cercles du pouvoir sortant. C'est aussi dans la même logique de l'entregent personnel, que

Samuel Abeigne-Nguema, démis à l'issue du dernier conseil des ministres de son poste de Président du Conseil d'administration de l'AGASA (Agence gabonaise pour la sécurité alimentaire). La perte de pouvoir de Denise Mekam'ne Edzidzie, dont les deux premiers cités étaient très proches, doit-elle induire le dégomme automatique de ces cadres dont l'expertise a été avérée dans leurs anciennes fonctions ? Ce serait là, en tous cas, une drôle de logique, surtout si à titre compensatoire, d'autres cadres ayant filé du mauvais coton avec la puissante membre du Comité permanent du Bureau politique du PDG, continuent à être ignorés dans les principales institutions transitoires de la République. Nous pensons tout spécialement à cette grande dame, Pauline Nyingone, l'ancienne ministre et Gouverneur de la province de l'Estuaire, qui avait pris le courage, en demeurant sur place au Gabon au lieu de fuir

en exil, de défier le puissant Omar Bongo Ondimba lui-même. Elle avait clairement dit que le dépouillement des urnes du 5^{ème} arrondissement de Libreville dont elle détenait les clés, n'avait jamais été fait. Au moment où le ministre de l'Intérieur de l'époque, Antoine de Padoue Mboumbou-Miyakou est allé proclamer à la RTG, dans un char dit-on mis à sa disposition par le GI Idriss Ngari, la victoire frauduleuse d'Omar Bongo Ondimba, lors de la première présidentielle de l'ère multipartite en décembre 1993. Le CRTI qui fait en ce moment la promotion des fuyards de leurs propres responsabilités jamais encore oubliées par le peuple gabonais, sanctionnerait-il volontairement le courage de certains de nos compatriotes, comme Luc Bengono-Nsi, Pauline Nyingone ou... Guy Nang Bekale. Ce dernier ayant le double désavantage de s'être illustré contre le pouvoir PDG d'Omar Bongo à Port-Gentil dans les années de braise en

1990, avant de prendre pour épouse, une femme originaire de l'Abanga-Bigné qu'apparemment le président du CRTI et le Premier ministre Raymond Ndong Sima, ne sauraient voir. Le chef du gouvernement étant probablement informé de ce que sa vieille connaissance, Cyriaque Mvourandjiami, que personne n'a jamais vu physiquement à Ebel-Abanga, y avait pris sa dernière épouse... chez les Essitsoua des Nseme Ntoughe et Adrien More-Eko. Daltry Nang-Eko, lui, n'a pourtant aucune accointance particulière avec les camarades actuellement incarcérés à Gros-Bouquet. Mieux, il a posé l'acte salutaire d'organiser à Ndjolé, une marche de soutien à l'honneur de l'avènement aux affaires du Comité pour la Transition et la Restauration des Valeurs. Mal lui en a-t-il pris ? A Ndjolé tout comme à Biboulmame, on regarde seulement...

Sylvalan Békan

L'invention d'une crise

Le mythe du 30 août 2023 (suite et pas fin)

Les forces de l'ordre étaient-elles au courant avant le 30 août ?

Il y eut donc cinq phases qui se déclinent comme suit : (1) « Une période d'innovation et d'expérimentation démocratique qui pourrait être mieux caractérisée comme une démocratie antilibérale de 1945 à 1960, marquée par la libération du colonialisme japonais et par la « Révolution d'Avril » menée par les étudiants et les universitaires de 1960 qui a mis fin à la présidence de Syngman Rhee (1945-1960). Puis (2), la *décennie d'autoritarisme démocratique* : de 1961 à 1972, à la suite du coup d'Etat militaire du 16 mai 1961 organisé par Park Chung-Hee (1961-1979). (3) La phase d'imposition de restrictions plus explicites aux libertés politiques marquée par la promulgation de la Constitution Yushin en 1972, introduisant une période d'exception autoritaire et de croissance économique accélérée. Cette période, qui a également vu l'assassinat de Park en 1979 et sa succession éventuelle par le général Chun Doo-hwan, a culminé avec la transition vers une gouvernance démocratique dirigée par des civils en 1987. (4) la phase de consolidation progressive des normes et pratiques démocratiques de 1987 à 2001, couvrant approximativement les présidences de Roh Tae-woo, Kim Young-sam et Kim Dae-jung, qui peut être qualifiée de *paternalisme démocratique*. Et enfin (5) la période de 2002 à aujourd'hui, caractérisée par une *forme de démocratie participative* affirmée, dans laquelle l'utilisation des médias sociaux, les effets de la technologie moderne et les manifestations publiques régularisées suggèrent une dilution partielle du pouvoir des élites politiques traditionnelles ».

La qualité des élites a fait la différence dans la situation coréenne

Aussi alors que le monde entier avait les yeux rivés vers le Sahel occidental où les crises sont récurrentes depuis 55 ans, le coup d'Etat y est devenu un mode de régulation du politique banal, car ces sociétés sont en proie, depuis les indépendances, aux soubresauts de la modernité inaccomplie. Prisonniers de leurs géographies et de leurs socio-anthropologies, la Haute-Volta a connu 9 coups d'Etats en 63 ans : 1966 (Sangoulé Lamizana : 4 janvier 1966-25 nov. 1980). Le régime de Lamizana a connu un intermède pluraliste : 1979-1980 ; 1980 (Sayé Zerbo) sous la houlette du Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN) ; Jean-Baptiste Ouédraogo : 7 nov 1982-4 août 1983, Thomas Sankara : Conseil de salut du peuple (CSP) : 4 août 1983 - 15 octobre 1987 ; Blaise Compaoré : 15 octobre 19987 - 17 septembre 2015. Janvier 2022 : Colonel Paul-Henri Sandoago Damiba : Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), puis le capitaine Ibrahim Traoré : depuis septembre 2022.

Le Mali a connu plusieurs coups d'Etats (4) depuis 1968. Il en est de même pour le Niger depuis 1974 (4). Dans ces pays, les régimes civils sont devenus l'exception et les junte à la règle d'or. Corroborant ce qu'Ali Mazrui avait appelé l'alliance entre le « *lumpen prolétariat et le lumpen militaire* ». Les hauts gradés des forces de l'ordre au Gabon ont beaucoup de sous. Quelle est la rigueur de gestion des forces de l'ordre et de sécurité qu'elles peuvent opposer aux civils ? Toutes les finances collectées sont-elles reversées au trésor public ? Dans une ville comme Washington DC, les contraventions et les caméras surveillant les automobilistes ont rapporté 580 millions \$ l'année dernière. Au Gabon, sur ces revenus collectés des taxes et autres contraventions, quo vadis ?

L'armée pour le peuple c'est le populisme dans sa splendeur.

Les militaires prétendent toujours agir au « nom du peuple » ; quel « peuple » ? Mais ces situations autoritaires subissent structurellement les affres de la distorsion des Etats dans la sous-région. Aussi y parler de « crise » relève du truisme. De fait « *Les classes politiques africaines ont choisi, au lendemain des indépendances, de reproduire le cadre territorial hérité de la colonisation et ont entériné le principe de l'Etat-nation. Ce dernier contredit la plupart des ressorts politiques, économiques, culturels des sociétés africaines. Mais il a aussi fait l'objet de processus d'appropriation souvent massive, et toujours créative, de la part de l'ensemble de leurs acteurs. Cette double réalité rend insuffisantes la plupart des interprétations qui mettent l'accent sur des contradictions supposées insurmontables entre un Etat hérité de la colonisation et les sociétés du cru, sous la forme d'un jeu à somme nulle. Les choses sont en fait plus compliquées. Car les régimes de légitimité, de sécurité, de responsabilité sociale, d'enrichissement, de représentation culturelle et politique du « bon gouvernement » participent simultanément de ces deux dimensions historiques, d'espaces différents, de durées disparates qui s'encastrent les unes dans les autres plutôt qu'elles ne se succèdent. Cette distorsion inhérente aux sociétés*

africaines contemporaines est source d'ambivalence, plutôt que d'ambiguïté comme le pensaient Cheikh Hamidou Kane et Georges Balandier. Elle rend problématique l'institutionnalisation d'une gouvernance de la transparence, et tend à inscrire la compétition politique, l'accumulation de la richesse et la lutte sociale dans l'ordre de la violence ». Cette Africanistan superbement décrite par Serge Michailof explose sous les yeux d'observateurs médusés. Rien de nouveau sous le soleil de ces pays ni dans cette région.

En écoutant et en lisant les diagnostics sur le Gabon les simplismes dominent. Car on ne peut confondre le Gabon et le Niger (3000km), encore moins l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale deux régions africaines radicalement différentes. C'est comme si on confondait l'Espagne et l'Estonie. En revanche le Gabon avec ses fièvres historiques sporadiques occupe depuis deux mois, n la une de l'actualité. Mais Les facéties géopolitiques récurrentes dans leurs diagnostics médiatiques sur les Afriques ne s'appliquent pas à la situation gabonaise. C'est la sociologie historique gabonaise qui explique mieux ce qui s'y passe depuis cinq ans. Ce pays trop tranquille n'est évoqué que sous les rubriques people et magazine « intelligents » friands de fausses confidences sur le régime gabonais. Pourquoi subitement le Gabon revient à la une de l'actualité mondiale ?

Partout dans le monde et surtout en Asie le Gabon fait parler de lui

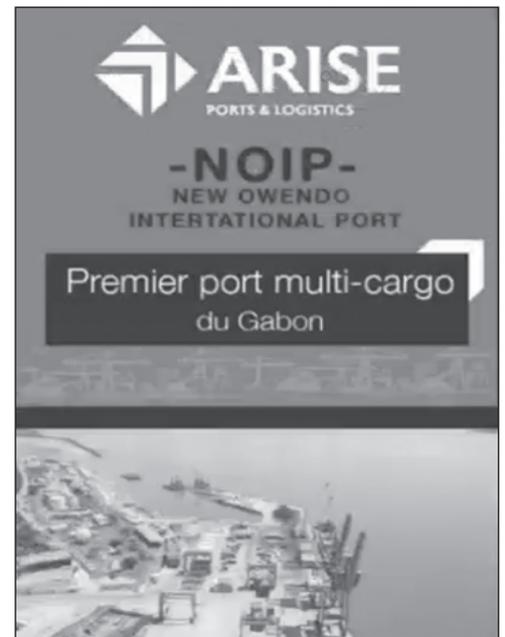
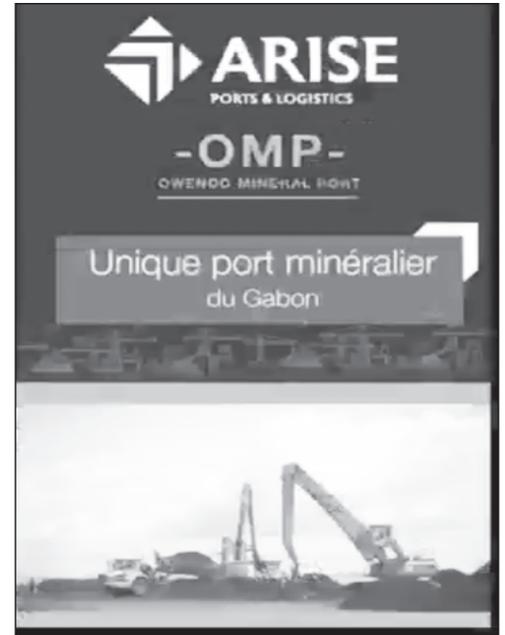
Ce qui constitue un événement. Les noms d'Ondo-Ossa et autres personnages y sont devenus légions. Celui que d'aucuns par jalousie qualifiaient « d'inconnu » fait désormais partie des conversations au niveau international. Puisque des chaînes indiennes ont fait des émissions spéciales sur le coup d'Etat au Gabon en évoquant ce dernier comme le vainqueur à qui on a volé l'élection. Le monde entier découvre le visage de l'*eldorado africain* tuméfié, par 56 ans de brutalisation politique cynique des Bongo-PDG, avec le concours de leurs bourreaux volontaires. Qui sont passés en quelques jours du cynisme aux fausses contritions et autres palinodies. On les voit défilier (sans gêne) les uns après les autres faire allégeance aux nouveaux héros nationaux. L'ironie de l'histoire c'est qu'il y a 50 ans, le Gabon faisait déjà la une de l'actualité après l'intervention française, qui avait mis fin au coup d'Etat des militaires du camp Baraka menés par le lieutenant Daniel Mbene Adzo qui avaient mis par terre le président Léon Mba (1902-1967).

Le régime dit de « transition » (transition vers quoi ? et au nom de qui ?) continue sa stratégie de communication afin de justifier le coup d'Etat du 30 août 2023. Aussi dans un *mémoire* il décline son plaidoyer. Le contenu fait rire tant il est confondant de rhétorique digne des autres coups d'Etat sur ce continent depuis 1961 (voire 1952 en Egypte). En effet, depuis des décennies, les militaires apparaissent toujours comme des redresseurs de torts. Mais qui a aidé les hommes politiques gabonais (Bongo-PDG) dans leurs besognes depuis 1968 ?

En examinant deux paragraphes de ce document. L'on découvre dans le « contexte général » du texte que « *Depuis quelques années, le Gabon semblait progressivement vers les Abymes de l'Etat de non-droit, caractérisé par la violation permanente des droits fondamentaux des citoyens, le mépris des principes démocratiques, et la domination d'une petite caste sur la majorité des citoyens. A ce triste état socio-politique s'est ajoutée une crise économique de longue durée aggravée par une politique organisée de prédation des ressources publiques conduisant au cycle infernal de l'endettement et une paupérisation chaque jour plus terrifiante de la population. Cette dégradation de la situation générale s'est accentuée dans le mois, précédant, le triple scrutin (présidentiel, législatif, et local) d'Aout 2023 au cours duquel, le Gouvernement s'est livré à de grossières modifications du code électoral, en imposant, notamment, un bulletin unique pour l'élection présidentielle et législative* ». A l'entame de ce texte l'on se prend à rêver ! Cela dit : Comment peut-on « *somber progressivement en Abymes* ». Car mettre quelque chose en Abyme signifie l'autosimilarité ! j'imagine qu'ils parlaient de descente aux abîmes. En bonne rhétorique, il faut toujours commencer par rétablir le sens des mots. La politique a besoin d'explication et l'explication suppose la cohérence. Il y a donc une « caste » qui dominait le Gabon au vu et au su de tout le monde ? Mais qu'est-ce qu'une caste ?

A suivre.

Aristide Mba



Éléphants blancs et abandon des infrastructures

La lourde responsabilité des anciens roitelets

Personne ne pourra condamner – au nom de quoi, d'ailleurs ? – le CRTI qui est en train d'exhumer actuellement tous les dossiers de la mal gouvernance dont est victime notre pays sous la gestion du pouvoir Bongo-PDG. Mais le niveau colossal de certains investissements abandonnés dans la nature et de nombreux chantiers laissés à l'abandon, presque partout à travers le pays, devrait interpeller le nouveau pouvoir sur la nécessité de situer et de sanctionner les responsables de ces criards scandales, notamment des personnalités qui ont choisi d'investir, de manière entêtée et résolue, une imposante infrastructure sportive moderne dans la brousse d'Oyem plutôt que de la fixer, comme la raison et le bon sens économique l'auraient voulu, dans les environs immédiats de la commune.

Nous n'aurons pas besoin de remonter à l'époque de la fameuse arlésienne que fut, dans les années 90, l'introuvable usine de la Société gabonaise de cellulose (Sogacel) dans la région de Kango. Bien avant cela, il y a eu Souba (dans le Haut-Ogooué). Ce complexe immobilier avait servi à abriter un grand sommet sous-régional, loin de Franceville, le chef-lieu, mais plutôt dans un décor de film hollywoodien d'antan, entre Bongoville et Léconi, à des encablures d'une bourgade appelée Eau-claire.



Sous Omar Bongo Ondimba, puis sous le dernier chef de l'Etat déchu, la gestion des ressources du pays a souvent été frappée du sceau du gâchis. En témoigne, en ce qui concerne l'ex-dictature émergente, le grand tas de sable jeté dans la mer prétendant pour faire de Libreville une espèce de réplique de Dubaï. Patatras ! Tout comme le grand terrain de golf pour lequel on a beaucoup démoli à la Cité de la démocratie, y compris le palais de conférence qui s'y trouvait, un lieu bourré d'histoire.

d'investissements, parfois sans sérieuses études de faisabilité préalables, ont été faits à travers le pays. Des fonds ont été décaissés, mais les travaux n'ont jamais été faits ou presque jamais correctement et complètement effectués. Il en est ainsi, par exemple, de ce qui devait être le centre de pêche d'Ebel-Abanga, voué depuis des années à s'inonder à chaque crue de la rivière Abanga, saison pluvieuse après inondations. Le cas aussi, dans la même circonscription du district Bifoun-Abanga,

de l'adduction d'eau potable inexistante au village Ebel-Pont alors que la tuyauterie, depuis le débarcadère de Memoghe, en faisant le raccordement avec le réservoir placé chez feu Paul-Mozart Ongone, avait couvert tout le village et s'était étendue jusque sous les bureaux de la sous-préfecture d'Akok distante de 4 km. Mais, depuis lors, aucune goutte d'eau ne coule des compteurs de la Société d'énergie et d'eau du Gabon acquis, eux aussi, par de nombreux usagers enthousiastes. Le cas de ce coin du Moyen-Ogooué n'est

qu'un petit échantillon de ce qui s'est fait à plus grande échelle dans beaucoup de localités du pays. Quand des chantiers, à peine démarrés, ne s'arrêtaient pas, ce sont d'autres investissements, certainement plus lourds, qui étaient vendangés par la seule volonté des personnalités politiques des provinces concernées, lesquelles considéraient alors que les parcelles de pouvoir à eux conférées de manière discrétionnaire par le chef de l'Etat leur conféraient d'office un statut quasiment royal sur les terres dont ils

n'étaient pourtant pas les uniques originaires. Un exemple est, pour le moins, sidérant : la construction du grand stade d'Engong, en pleine brousse entre Oyem (17 km) et Bitam pour les besoins de la Can 2017 organisée, cette fois seul, par le Gabon après l'expérience partagée avec la Guinée Equatoriale cinq ans plus tôt. Un véritable scandale ! Le joyau architectural et magnifique stade omnisports qui aurait pu être exploité de façon rentable et pérenne sur un site plus approprié dans la ville d'Oyem ou ses environs immédiats, sur la route menant à la frontière de Mongomo, est aujourd'hui, comme c'était prévisible, à l'abandon comme ne l'avait sans doute pas souhaité le Premier ministre Daniel Ona Ondo, le principal auteur de cet exploit anti-économique et développemental au nom des querelles politiques qui faisaient passer, jusqu'à l'intérieur du PDG, alors au pouvoir, les intérêts égoïstes de leadership local avant l'épanouissement partagé de la jeunesse woleu-ntémoise des départements et de la commune. Raison

principale invoquée alors : le maire d'Oyem à cette époque, Vincent Essono Mengue, était un soutien constant de Jean Ping, l'ancien président élu. La lueur d'espoir aujourd'hui, dans la même région, viendrait de ce que trois personnalités de la même coloration...patriotique sont en ce moment à un niveau très élevé de la gestion des affaires de ce pays : le Premier ministre, chef de gouvernement de la transition, Raymond Ndong Sima ; le ministre des Comptes publics (Finances), Charles Mba, et...nul ne l'ignore, le Gl de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, le président de la République. Ces trois personnalités ne seront pas de trop pour trouver ensemble les voies et moyens de réhabiliter et de valoriser ce colossal investissement multimilliardaire jeté en brousse par le mauvais cœur d'un homme qui n'en a pas pour autant perdu le sommeil et, moins encore, sa liberté de s'exprimer, tranquillement, chez des voisins légitimement moqueurs au nom du Gabon ainsi sanctionné. Quel pays !

Nkwara Mendzime

Département de l'Okano (Mitzié)/Pédégistes et cadres

Les laissés pour compte des autorités de la transition

Le coup de force orchestré par le général Brice Clotaire Oligui Nguema et ses pairs du CRTI a, de facto, entraîné la chute du dictateur émergent Ali Bongo Ondimba. Au bord de l'Okano ceux qui sont restés dans le Parti démocratique gabonais (PDG) pour les avantages et qui ont tout eu grâce aux Bongo, ont tourné casaque pour aller voir mieux ailleurs.

Disons le net ! Le PDG est en lambeaux dans les eaux troubles de l'Okano. C'est à croire que le distingué camarade président (DCP) Ali Bongo Ondimba n'avait pas de camarades sincères. A moins de trois mois de son renversement bien accueilli par les Gabonais, il se retrouve abandonné à son triste sort. De Mitzié en passant par le district de Sam et La Lara, les anciens ministres, parlementaires et cadres font des atalakou et des yeux de Chimène aux autorités du CRTI en promettant même de quitter le parti créé par feu Omar Bongo Ondimba pour rejoindre le futur parti du PM Raymond Ndong Sima. Des clans se formeraient actuellement pour recevoir le nouvel homme fort du pays. D'après des sources autorisées, ce fameux voyage ne serait pas d'actualité. D'ailleurs, les mêmes sources informent que ces courtisans se sont fait remonter les bretelles par le Premier ministre de la transition en allant lui

RECEPTION DU PRESIDENT DE LA TRANSITION COMITE D'ORGANISATION	
DIGNITAIRES	
- MBELE Jules	
- Charles MBA EKOME	
- Dieudonné ABA OWONO	
- Fabien OKOUE METOGO	
- Général NDONG ESSANGUI	
- Général Corentin OBAME	
- Général MVE Jacques	
- Fabien MBENG EKOREZOK	
- Roger OWONO MBA	
- Clément ALLOGO MINKO	
- Françoise ASSENGONE OBAME	
- Raymond NDONG SIMA	
- Christiane BITOUGAT	
- Aurélien MINTSA NGUEMA	
- Christian MBOULOU	
- Thomas EYENE	
COORDINATION GENERALE	
- Coordinateur général :	Jean Pierre MINTSA MI NDONG
- Coordinateur général adjoint 1 :	Antoine MENIE M'EYI
- Coordinateur général adjoint 2 :	Vincent ELLA MENIE
- Coordinateur général adjoint 3 :	Molière EYI ENGOT
- Trésorier Général :	Barnabé MEBALE MBA
- Trésorier Général Adjoint 1 :	Fabien MBENG EKOGA
- Trésorier Général Adjoint 2 :	Jeannette MEDZOBOUTI NGUEMA
- Trésorier Général Adjoint 3 :	Nadine MENGUE M'EDZO
- Trésorier Général Adjoint 4 :	Pascal EVA
- Trésorier Général Adjoint 5 :	Robert ENDAMANE
- Rapporteur 1 :	Jean Calvin OKOUE ONDO
- Rapporteur 2 :	Amerlinda MEKUI MINTSA
- Rapporteur 3 :	Sylvain NGUEMA MEYE
Facilitateurs :	

Coordinateur Départemental de l'OKANO :	Françoise ASSENGONE
Coordinateur Départemental Adjoint 1 :	ZIMA EBAYARD
Coordinateur Départemental Adjoint 2 :	Pascal EVA
Coordinateur Départemental Adjoint 3 :	AKOGUE Solange

demander de les introduire dans les différentes commissions. Avec son franc-parler, il leur aurait dit que lui-même, étant originaire du Woleu-Ntem, n'était pas informé de ce voyage. Lors des récentes nominations, rien à se mettre sous la dent pour les Okanois(es). Cela ne leur permet pas de souiller tout un département en quémendant des postes. Tout au contraire, l'Okano a perdu deux directeurs généraux : Pérafort Mints mi Oyame à la DGMP et le Sylvia-boy Andrew Crépin Magloire Gwodog qui a amassé une fortune aux assurances, mais se trouve être victime de sa

proximité avec Sylvie Aimée Marie Valentin, alias Sylvia Bongo Ondimba. Il est à reconnaître que cette contrée regorgeant de cadres dotés de backgrounds impressionnants, ils mériteraient de participer à la reconstruction du pays. Il est donc temps pour le président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, de donner à tout le peuple des raisons d'espérer pour un Gabon un et indivisible dans sa diversité culturelle, sa complexité ethnique et sa géographie pour, enfin, notre essor vers la félicité.

Adjé Rodrigue

Adresse fraternelle à Luc Bengono Nsi et autres

Par Guy Nang -Bekale, Docteur d'Etat en Sciences Politiques. Tél : 077 35 89 49

« J'ai choisi de twister les mots et de révéler certains faits pour qu'un jour nos enfants sachent ce que certains ont été ; ce que d'autres ont obtenu et ce que nous avons fait du Gabon ».

Jadis, une épitaphe, gravée sur une stèle plantée au lieu-dit monument aux morts, non loin du mausolée du président Léon Mba, disait : « *A ceux qui sont morts pour le Gabon, la patrie reconnaissante* ». Cette dédicace accompagnait l'éternelle recommandation « Gabon d'abord » qui est le fondement du patriotisme partagé des Gabonais. Présentement, je confesse : « *Aux patriotes qui ont aimé, qui aiment et qui aimeront le Gabon : honneur et respect éternels* ».

Patriote et cher aîné Luc Bengono Nsi !

Si, un jour proche ou lointain, les démocrates et les républicains, dont nous nous réclamons tous, pratiquent l'injustice et la brutalité à l'égard des patriotes ; ou s'ils les persécutent par mégarde, il reviendra aux rares justes de les ramener à la raison. « *Aimons-nous vivants* », conseille l'adage populaire. Ce n'est pas à titre posthume, mais durant la vie qu'il faut honorer son prochain et magnifier sa valeur et sa grandeur.

Luc, pendant que je suis encore lucide, j'ai tenu à faire cette attestation pour la postérité afin de te rendre ce que des milliers de nos concitoyens te doivent, mais qu'ils ne savent pas, ne veulent pas ou ne peuvent pas exprimer : soit par peur, par pudeur, soit par indifférence ou jalousie. Etre libre, j'ai une grande estime et une réelle admiration pour toi et pour tous les sincères patriotes gabonais.

Membre fondateur du Morena, tu as été à l'avant-garde des précurseurs de la démocratie. Tu as combattu l'autocratie et luté pour le multipartisme et la libération du Gabon du joug du PDG. Sans flagornerie, tu mérites, pionnier, l'éloge, le respect et la reconnaissance des sincères patriotes démocrates gabonais afin que ton nom ne sombre pas dans l'oubli et soit connu des générations futures.

Aussi me plaît-il aujourd'hui de poser cet acte sans avoir sollicité au préalable ton accord. Ne sois pas surpris ! Certes, nous sommes en contact et échangeons sur Whatsapp, mais j'ai voulu faire connaître publiquement mon sentiment et l'appréciation que j'ai de ta place dans le pays ; particulièrement depuis les événements post-électorales du 30 août dernier et desquels tu sembles marginalisé ou écarté.

La vie ressemble parfois à un rêve raconté par un idiot qui oublie que l'existence sur terre comporte des égarements et des vilenies. La young team le découvre actuellement. Le régime Bongo-PDG a toujours été caractérisé par sa propension à la méchanceté, à la violence et à l'écrasement que nous avons subis. Mais nombreux sont les compatriotes qui reconnaissent

que tu es du petit nombre des probes et sincères patriotes encore vivants qui affirmes avec franchise, fermeté et bravoure leur amour pour les Gabonais et le Gabon et qui demeurent fidèles à leurs convictions.

Malheureusement, dans le Gabon des Bongo-PDG, qui est actuellement en résistance et en décadence, des honnêtes gens comme toi ont été moqués, dédaignés, ostracisés et relégués au rang de parias par de fiefés imposteurs qui n'ont pour références que l'argent facile et les honneurs usurpés. Vous êtes deux compatriotes qui incarnez cette grandeur d'esprit et cette inébranlable vertu : Benoît Mouïty Nzamba et toi, Luc Bengono Nsi. Il y en a d'autres qui méritent d'être qualifiés de patriotes gabonais... La lutte pour la démocratie et la libération du Gabon de la domination de la France ; pour le développement du Gabon et l'amélioration des conditions de vie de notre peuple, nous a fait subir de douloureuses épreuves qui ont introduit dans nos âmes le sens de l'honneur, la défense de la justice et l'inclination à dire la vérité.

Ce n'est nullement par courage, par caprice ou par revanche que des patriotes prennent le risque d'affronter l'adversité des régimes politiques dictatoriaux francophones, mais par amour et compassion pour la misère du grand nombre de leurs contemporains.

Luc, je ressens le mal que tu ressens face à la bêtise quand elle ramène l'homme, qui est la créature la plus noble de Dieu, à la bestialité. Durant les 14 dernières années (2009-2023), notre peuple a énormément souffert non seulement physiquement et charnellement, mais aussi moralement et spirituellement. Devant le monde entier, nous avons été à la fois témoins et victimes d'humiliations, d'injures, d'outrages et de hontes jamais infligés à une communauté humaine paisible, pacifique et calme par un groupuscule de gouvernants parjures, menteurs et voyous qui ont perverti et désolé le Gabon sans mesure ni retenue.

Cher aîné, en revoyant ton intervention-plaidoyer devant le juge de la Cour constitutionnelle en 2009, pour démontrer qu'Ali Bongo n'était pas Gabonais, mais Biafrais et que, de ce fait, il était disqualifié pour se présenter à l'élection présidentielle et pour être le président des Gabonais, j'ai écrasé une larme tant tu étais puissant, imposant de dignité, en colère et presque en transes en face des adeptes des absurdités... Les agents de la cour savaient que tu avais raison, mais ils ont opté pour l'infamie et leur mensonge a causé et installé au Gabon 14 années de malheur, de désagrégation institutionnelle, socio-économique et politique... C'est douloureux de ne pas



être compris et reconnu quand on s'exprime au milieu de renégats et d'avoir raison tôt, avant l'éclatement de la vérité. Oui, Monsieur Luc Bengono Nsi, vous aviez raison et, « *maître temps* » l'a confirmé. Comme toi et Benoît, j'ai souffert et souffre encore pour n'avoir toujours pas obtenu ce qui, depuis ma jeunesse, est l'objectif de mon activité politique : la fin définitive du règne du PDG-Bongo qui a fait d'énormes dégâts parmi les sincères patriotes par des emprisonnements, dont celui de mon prestigieux frère bien-aimé Marc Saturnin Nan Nguema, ancien secrétaire général de l'Opep et vice-président du PGP, qui a été humilié et jeté en prison, au crépuscule de sa vie, comme un vulgaire individu ; par des assassinats, dont celui de mon frère et ami Joseph Rendjambé Issani, secrétaire général du PGP, et de bien d'autres vaillants citoyens et militants du Morena, de l'UPG,

etc. Quand, rétrospectivement, je me remémore les étapes de la lutte des Gabonais pour la liberté et la justice, je marque une pause sur l'année 1990 pour revivre, solitaire, en secret et en conscience, certains événements qui me conduisent à la même conclusion qui est : nous avons engagé des actions audacieuses en espérant obtenir la chute du PDG en utilisant des moyens légaux et démocratiques sans y parvenir et avons hypothéqué nos vies et celles des autres... Idéalistes, nous avons déployé et gaspillé beaucoup d'efforts et d'énergie ; nous avons fait d'énormes sacrifices pour des résultats, somme toute, dérisoires et mitigés en comparaison de la forte intensité de notre engagement et de notre détermination pour être victorieux. Je me demande si Dieu récompense ceux qui pactisent avec le diable pour réserver la béatitude future à ses enfants. Il est incompréhensible et surprenant qu'on laisse de côté des citoyens comme Benoît et toi lorsqu'on parle de valoriser le patriotisme au Gabon. Comment peut-on concevoir et vouloir développer un pays sans associer ceux qui ont prouvé leur indéfectible attachement au peuple ? J'ai découvert, il y a longtemps, que la lutte pour la défense des valeurs conduit à la mort et surpasse la lutte pour gagner ou conserver le « *bout de pain* ». C'est cette dernière

qui mobilise l'énergie de la majorité des Gabonaises et des Gabonais et qui fait d'eux des impies véreux, vénaux et méprisables. Et comme la mort est l'inévitable plus grand dénominateur commun, heureux seront ceux qui auront vécu dans la dignité, l'honneur, l'amour de leur pays et qui auront été au service de leur peuple ; qui seront restés attachés à leurs convictions patriotiques et à leurs idéaux humanistes.

Luc Bengono Nsi (LBN), le peuple gabonais « t'aime bien », mais sa prise de conscience n'est pas encore à la hauteur des enjeux stratégiques vitaux du Gabon.

Chers aînés, moi, septuagénaire, Mouïty Nzamba et toi l'êtes certainement aussi, ou au-delà. Nous sommes tous plus près de la fin que du début de notre séjour terrestre. Je prie Dieu pour qu'il nous préserve du « *mal gabonais* » pour espérer encore servir et sensibiliser nos populations.

Chrétiens, vous avez, évidemment, entendu parler de la pierre angulaire que les bâtisseurs, ces maçons d'antan, ont négligée, délaissée, puis jetée, mais qu'ils sont allés finalement reprendre pour soutenir la poutre principale de l'édifice qu'ils construisaient... Mais existent-ils encore de talentueux bâtisseurs dans le monde ?...

Amitiés et respect, chers aînés !
Fraternellement !

Province du Woleu-Ntem/supposée visite d'Oligui Nguema Guerre de tranchés entre oliguistes autoproclamé et pédégistes

Le président de la transition chef de l'Etat, le GI Brice Clotaire Oligui Nguema ira-t-il bientôt en visite officielle au grand Nord ? Si on s'en tient au débat qui alimente la controverse actuellement entre cadres et notables du Woleu-Ntem. En effet, les oliguistes estiment que les pédégistes, au lieu de rester dans la confidentialité qui les caractérise depuis le matin du 30 août dernier, se la pousse trop. Ils en veulent pour preuve, leur grand nombre au sein du Comité chargé de préparer la venue du GI Oligui chez eux, à la tête duquel se trouve le camarade Jules Mbele Asseko.

Les cadres que nous avons contactés pour L'avoire l'info officielle disent ne rien savoir sur le grand nord (pas de date, pas de programme). Sauf qu'ils constatent que les notables et cadres du PDG chercheraient à lui forcer la main et ont même déjà concocté une espèce de comité d'organisation qu'ils pilotent via le maire de Bitam, le camarade Jules Mbele. Ce qui irrite ceux se réclamant directement d'Oligui et qui estiment que les figures de l'ancien régime gagneraient à faire profil bas aujourd'hui et à se cacher. Les mêmes assassins, les mêmes fraudeurs, les mêmes commanditaires des crimes rituels et pilleurs des caisses de l'Etat ne doivent pas faire comme si le peuple avait oublié. Autrement dit pour eux, impossible de mettre ensemble entre ceux qui sont à l'origine de la faillite de ce pays et de la province du Woleu-Ntem, et ceux qui ont subi dans leur chair et dans leur âme, les affres de l'ancienne dictature. « *Si les pédégistes sont en quête d'une virginité politique, ils doivent d'abord faire leur mea-culpa. Or, jusqu'à ce jour, en dehors de Christiane Bitougat, aucun pédégiste au Woleu-Ntem et ailleurs au Gabon, n'a consenti à demander pardon. Peut-être que cela est tellement sale et salissant pour eux...* », nous a confié un cadre du grand nord proche de l'ancienne opposition combattante.

Cependant, des critiques fusent concernant la composition du comité, qui ne prend pas en compte les réalités sociologiques et historiques de la région. Des notables, largement ignorés, se voient relégués à des places peu visibles, compromettant ainsi l'authenticité de la représentation de la province.

Des zones d'ombre entourent également l'implication du Premier ministre Raymond Ndong Sima dont le nom n'arrive qu'en douzième position. Tout comme le président de la Cour constitutionnelle, Dieuonné Aba'a Owono qui vient en troisième position après les camarades Mbele et Charles Mba, tous deux originaires de la province. D'ailleurs, les proches du PM disent ne pas avoir l'info...

Voilà un climat d'opportunisme et de clivages internes risque dont le Woleu-Ntem n'avait visiblement pas besoin en ce moment et qui, si on n'y prend garde, risque de ternir l'image légendaire d'hospitalité des habitants du grand Nord. D'ailleurs, de nombreux citoyens se désolidarisent du projet, soulignant la nécessité d'une approche plus inclusive et participative. Mais aussi, une certaine confidentialité des cadres pédégistes.

Odette Melighe

République du Moyen-Ogooué/Conseil économique, social et environnemental

L'indécente nomination du Mollah Ogouma

Nommé il y a quelques semaines par le CTRI comme Vice-président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), le Mollah n'a même pas pris le temps d'aller fêter son affaire du côté d'Atongowanga en pays galoa à Lambaréné, qu'il se faisait tailler en pièces par le Confidentiel d'Echos du nord. L'ancien DG des Impôts et actuel membre du Comité permanent du bureau politique du PDG est accusé d'avoir joyeusement drîblé quelques petits milliards qu'il se serait partagé fifty-fifty avec Maixent Accrombessi à l'époque DC du dictateur émergent déchu et Sylvia Bongo...

Ancien Directeur général des impôts, ancien Gouverneur de la province du Woleu-Ntem, ancien Conseiller à la présidence de la République, le Mollah Ogouma revient aux affaires par la petite porte. En effet, la clameur rapporte qu'il aurait quémardé et sans la moindre indécence, un poste au niveau du CTRI. Il s'est vu cadeaué du poste moins gratifiant de 1er Vice-président du CESE. Seulement ça ? L'homme prétendait à mieux, mais entre rester à la maison à soigner les rhumatismes et démarrer sa voiture le matin et se rendre, aide de camp à l'appui, du côté du CESE, le choix est vite fait.



Alors que du côté de Beau-séjour à Libreville, et d'Atongowanga, Dakar, Saoty à Lambaréné, on sablait le

champagne en l'honneur du nouveau VP du CESE, une bombe tombe. Sans mettre les gants, et se basant sur une vieille

interview de Mpega Michel, ancien patron des impôts, Le confidentiel d'Echos du nord, tombe à bras

raccourcis sur le Mollah. Documents dont nous avons reçu copies à l'appui, pointe du doigt, le Mollah Ogouma d'avoir drîblé, avec deux de ses associés, la bagatelle de 25 milliards laissés dans un compte à BGFI, pour la construction de l'hôtel des Impôts. En droit, cela s'appelle du détournement en bande organisée.

Ogouma où est passé l'argent ?

« Au moment où je quittais la Direction générale des impôts, il y avait, au crédit de ce compte, une somme de 25 milliards de Fcfa. L'actuel Directeur général en avait connaissance. Quant à la destination prise par ces fonds après mon départ, je ne saurais quoi dire. »

Si en crois les confrères, l'argent public aurait été partagé entre trois bons

associés. Il s'agit de Maixent Accrombessi qui aurait capté à lui seul 10 milliards. Sylvia aurait aussi pris sa part pour l'investir dans l'achat de son jet privé. Mettant en évidence l'adage qui dit que : « Celui qui pagaie la pirogue de sel ne mange pas fade », le Mollah va lui aussi se servir pour investir dans l'immobilier, aussi bien chez lui à Lambaréné où sa superbe villa surplombe la colline d'Atongowanga, qu'au Canada. Si ce n'est pas du détournement, c'est tout comme. Mais le CTRI est tellement gentil qu'il ne fera pas tout un plat en demandant au Mollah de la République du Moyen-Ogooué, où est passé l'oseille laissée à BGFI par Mpega Michel. Au Gabon, tout le monde le sait : « L'argent n'aime pas le bruit ». D'ailleurs, si Ogouma n'avait pas tapé dans la caisse, qui

aurait su dans ce pays que lui aussi est un grand type ? Sauf qu'en ce temps de transition, voir des gens qui ont mis ce pays dans l'état où il est, venir narguer un peuple qui depuis longtemps, se bat pour que les choses changent et aillent dans le bon sens. A Lambaréné, les mauvaises langues racontent que le Mollah avait laborieusement travaillé pour « arranger les résultats » qui donnaient Ali Bongo gagnant, alors qu'il avait été copieusement laminé par Albert Ondo Ossa. Comme on dit chez : « Le chien ne change jamais sa manière de s'asseoir ». Le CTRI devrait avoir cela à l'esprit. Suivez notre regard...

George Nkombe Kala

Culture-Musique/Didier Dékokaye célèbre Thomas Sankara, Lucky Dube et Peter Tosh : hommage à tous les leaders africains qui sont tombés sous les balles de l'impérialisme occidental

« Des moments pour célébrer tous les leaders africains qui sont tombés sous les balles de l'impérialisme occidental ». C'est ainsi que la star internationale de la musique reggae, le Gabonais Didier Dékokaye, a résumé les moments de souvenirs d'une classe de grands hommes africains à travers ses deux spectacles. Le premier était au PK 9 le 15 octobre dernier et le second au PK 7 de Libreville 20 octobre suivant.

Au PK 9, le show avait pour but de célébrer uniquement l'ancien président du Burkina Faso, Thomas Sankara. De son nom complet, Thomas Isidore Noël Sankara que l'Afrique a perdu, mort assassiné à Ouagadougou (Burkina Faso) le 15 octobre 1987.

Ce spectacle a été organisé par le Club Afrique Médias Gabon. Un club créé en 2012 avec pour objectif d'éduquer les masses africaines sur le panafricanisme...et le retour aux sources dans tous les domaines. « La cérémonie de ce soir a pour but de se souvenir de Thomas Sankara », a annoncé, à l'entame, sous un dub de reggae, le président du Club Afrique Médias Gabon, Ndong Essono. Avant de conclure : « Il est le premier président militaire qui a indiqué le chemin à suivre aux Africains et a quitté notre continent qu'il aimait bien à l'âge de 38 ans. Ce soir, 15 octobre 2023, notre héros panafricaniste devait avoir 74 ans, l'âge de la notabilité ». Pour sa part, Didier Dékokaye a dénoncé ce qu'il appelle la nouvelle colonisation de l'Afrique par le sexe. « En demandant aux gouvernements africains de légaliser l'homosexualité, c'est une autre forme de colonisation de l'Afrique par l'Occident », a-t-il martelé.

Qualifiant cela d'abomination, il a rappelé que « quelque chose que Dieu lui-même condamne dans leur Bible qu'ils nous ont amenée ici. C'est mentionné dans Lévitique 18, verset 22 et Lévitique 20, verset 13. Ce sont des versets qui interdisent l'homosexualité. Dans notre culture africaine, l'homosexualité n'a pas sa place. Parce que l'Africain est, au départ, polygame. L'Afrique ne peut pas fonctionner contre sa culture. C'est

pourquoi je demande à tous les leaders africains de reconsidérer nos cultures, parce que la coopération avec l'Occident a démontré ses limites. Ce qui fait qu'aujourd'hui, notre tissu culturel est presque déchiré », a conseillé l'artiste qui a enchaîné avec l'un de ses titres phares, "Le ventre vide". Dans cette ambiance au milieu d'une centaine de panafricanistes et amateurs de la musique reggae, Didier Dékokaye et son groupe, The Two Suns, ont fait également danser les mélomanes sur quelques titres de son nouvel album, « Wait and see, time will tel » dont la sortie officielle est prévue pour le mois de décembre prochain. A un moment, pendant que le public s'est déchaîné, les Two Suns arrêtaient la musique et l'artiste, musicien, auteur et compositeur Didier Dékokaye remercie ses fans et annonce : « Merci à tous d'être venus nombreux à notre appel. Nous allons maintenant danser sur un titre que j'ai composé le 3 novembre dernier à la suite du coup de la libération de notre pays le 30 août 2023. Je le dédie au CTRI pour dire merci aux militaires pour leur bravoure qui a fait éviter un énième génocide à notre pays et que le peuple a accueilli avec joie. Ce titre, qui a déjà ainsi une vidéo, s'intitule, Gabon restauré », a dit Didier Dékokaye. Et pour clore ce sujet, il a ajouté : « Nous voulons que le CTRI fasse tout pour restaurer la première installation de Dieu qui est l'Homme. Parce que sans hommes bien faits, il n'y a pas de bonnes institutions dans le pays. Nous demandons également au CTRI de résoudre les problèmes des Gabonais qui souffrent et que les droits d'auteurs nous soient reversés comme il se doit ».

Au PK 7, le 20 octobre suivant, le scénario était le même. A cette occasion, l'artiste Didier



Dékokaye a interprété plusieurs titres de Lucky Dube, tels que « Rasta never die », « Slave », « Together as one », « Prisoner », « House of exile », « Soul...et « Respect ».

Rappelons que Lucky Dube était chanteur sud-africain de reggae et du mbaqanga. Il est né le 3 août 1964 dans la province actuelle du Mpumalanga et est mort assassiné le 18 octobre 2007 à Rosetreenville, en Afrique du Sud. Il repose près de Newcastle, dans la province de Kwazulu Natal. S'agissant de Peter Tosh, Dékokaye a interprété Legalize it, Equal rights...et No nuclear war. A la satisfaction des dizaines de mélomanes venus à ces spectacles qui ont duré, chacun, de 20h à 22h.

C.O.

Le Mbandja
 Hebdomadaire d'informations générales
 Une publication du groupe Miprescom Sarl
 Capital : 1 000 000 de Fcfa
 RCCM : 2015B17572
 N° statistique : 041201 C
 Siège social : Derrière-la-prison (immeuble)
 Rédaction :
 BP : 19 242 Libreville
 Tél : 06.06.51.13
 E-mail : le_mbandja@yahoo.fr

Directeur de la Publication
 Rédacteur en chef
 Guy Pierre Biteghe

Directeur de la Rédaction
 Laurent Léko

Editorialiste
 Guy Pierre Biteghe

Secrétaire de rédaction
 Hippolyte Biteghe-bi-Aboghe

Journalistes :
 Jean Molière Epondoma
 Afane Ayare
 Ornika Biloghe bi Mba
 Odette Melighe
 Roland Etoughe
 Sévérine Nginze

Ont collaboré :
 Guy Nang Bekale
 Aristide Mba

Imprimerie : Multipress
Distribution : Sodipress
 Tous droits de reproduction réservés
 Dépôt légal : D. L. B. N. 2 389 du 10/11/2023
 Tirage 5 000 exemplaires

Nous sommes disponibles en ligne !

Retrouvez vos journaux en numérique sur le **E-kiosque**. Et pour ne rien manquer, souscrivez à un abonnement.

Rendez-vous à l'adresse : www.e-kiosque-sodipresse.com

Le Mbandja à 600 Fcfa
 Ou l'abonnement à partir de 2.400 Fcfa / mois

Le père de la révolution gabonaise

Et bien d'autres...



“La plume est une arme, peut-être moins forte que l’arme politique, mais elle est une arme” Camara Laye

International/TICE : la Russie révoque sa ratification

Après la suspension le 23 février 2023 par la Fédération de Russie de sa participation au traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III - qui n'est que la suite logique et prévisible découlant du nouveau caractère des relations russo-occidentales instaurées depuis le début de l'année 2022 face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif américano-centrique - la Russie a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique. C'est un nouveau pas significatif qui a été entrepris par Moscou dans le renforcement de sa sécurité nationale.

*Par Oleg Nesterenko

Après la suspension le 23 février 2023 par la Fédération de Russie de sa participation au traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III - qui n'est que la suite logique et prévisible découlant du nouveau caractère des relations russo-occidentales instaurées depuis le début de l'année 2022 face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif américano-centrique - la Russie a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique. C'est un nouveau pas significatif qui a été entrepris par Moscou dans le renforcement de sa sécurité nationale.

+A la suite du vote à la majorité absolue de la Douma d'État (chambre basse de l'Assemblée fédérale/parlement de la Fédération de Russie) en faveur de la **révocation de la ratification russe du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)**, le 18 octobre dernier, et à la suite du vote à l'unanimité par le Conseil de la Fédération (chambre haute) dans le même sens, le 25 octobre, - nul doute dans la signature de la loi par le président Vladimir Poutine qui suivra et fera entrer en vigueur ladite révocation de la ratification.

Précédemment, le président de la Douma Viatcheslav Volodine a déclaré que le projet de loi avait été signé par 438 sur les 450 députés, en soulignant que la consolidation d'une telle ampleur est assez rare et n'est qu'une réponse à l'attitude grossière des États-Unis à l'égard de leurs responsabilités dans le maintien de la sécurité mondiale.

De son côté, le premier vice-président du Comité du Conseil de la Fédération pour les affaires internationales Sergey Kislyak a déclaré : « L'article sur la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires de la loi fédérale de l'an 2000 a été abrogé. Les autres dispositions de la loi qui concernent la mise en œuvre du traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la participation de la Fédération de Russie à celui-ci, restent inchangées ». Le sénateur a souligné que le TICE est un instrument important dans le domaine du contrôle des armements et de la non-prolifération des armes nucléaires. « C'est ainsi que notre pays a considéré ce traité pendant toutes ces années, en demandant l'adhésion de tous les États à ce dernier. La révocation de la ratification n'empêche pas la poursuite d'une approche constructive. La Russie reste un État signataire avec tous les droits et responsabilités que cela implique ».

La Fédération de Russie, de même que les États-Unis d'Amérique, a signé le Traité, le 24 septembre 1996, en comptant, comme le reste de l'humanité, que le TICE deviendrait un instrument juridique international majeur interdisant tout type d'essais nucléaires et mettrait fin, à tout jamais, au danger de l'apocalypse nucléaire qui a plané sur le monde durant la guerre froide.

Toutefois, un accord étatique international n'est considéré comme valide et entre en vigueur qu'à la ratification par les pays-signataires, sans quoi il n'a pas plus de valeur juridique qu'une simple « lettre d'intentions » qui n'en a aucune. Moscou ratifie son engagement, le 30 juin 2000 ; Washington ne l'a jamais fait. Ainsi, la politique classique des doubles standards des États-Unis et l'irresponsabilité chronique face aux questions de la sécurité internationale a détruit le sens même de l'existence du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Vingt-sept ans passés, il n'est toujours pas entré en vigueur et avec les représailles en forme du retrait actuel de la ratification par la Russie, première puissance nucléaire - le Traité peut être considéré comme mort et enterré.

Une telle attitude arrogante de l'État américain est fondée, avant tout, sur la croyance d'être une nation supérieure élue par Dieu pour gouverner le monde à tout jamais - les lois sont écrites pour les nations inférieures. Croyance, qui est aussi profonde que



grande échelle des populations indigènes du continent, afin de voler leurs terres et ressources.

Malgré la propagande menée par le pouvoir « atlantiste » via les médias mainstream occidentaux accusant la Russie de casser l'architecture de la sécurité nucléaire mondiale, la réalité est bien différente de leur narratif : l'initiative russe n'est qu'une réponse mesurée et logique à la stratégie belliqueuse américaine de longue date concernant les armements nucléaires.

La non-ratification du TICE par les États-Unis, signée en 1996, n'est nullement la seule initiative américaine, afin de maintenir le monde dans la tension du danger permanent d'une guerre nucléaire. Washington est déjà l'auteur du retrait, en juin 2002, du traité ABM sur la limitation des systèmes de défense contre les missiles balistiques ; du retrait, en mai 2018, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ; du retrait, en août 2019, du traité INF sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire, ainsi que du retrait, en mai 2020, du traité « Ciel ouvert » sur la vérification des mouvements militaires et de la limitation des armements.

Ce n'est pas depuis le début de la guerre en Ukraine, mais depuis plus de 20 ans que les États-Unis d'Amérique mènent une politique du désengagement vis-à-vis des obligations internationales prises auparavant : le retrait unilatéral de l'intégralité des accords internationaux clés sur le contrôle des armements nucléaires, hormis celui sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé en 1968, et celui de Start-II.

En constatant cela, la Fédération de Russie est en train de prendre des mesures vis-à-vis de sa force de dissuasion nucléaire qui est considérée, à juste titre,

l'ignorance non seulement de l'histoire peu enviable de tous les empires du passé, mais également de sa propre histoire. L'ignorance qui lui fait oublier l'humilité pouvant rappeler la réalité historique : les seules capacités et aptitudes possédées par les États-Unis d'Amérique ont été, cela fait seulement 200 ans, de faire pousser le coton par des esclaves et de perpétrer les massacres à

comme un élément suffisant pour assurer la mission qui est la sienne : dissuader les adversaires d'engager leurs forces armées dans une confrontation directe avec la Russie, ce qui, selon la doctrine militaire russe en vigueur, mènerait directement à des frappes nucléaires de représailles des cibles stratégiques ennemies.

Parmi les pays disposant d'armes nucléaires, les États-Unis d'Amérique sont en tête de ceux qui n'ont jamais ratifié leur engagement auprès du TICE. Plusieurs autres pays disposant de l'arme nucléaire n'ont pas ratifié le Traité, voir ne l'ont jamais signé : Israël, la Corée du Nord, la Chine, le Pakistan et l'Inde. Mais c'est bien aux États-Unis que s'adresse le message de la nouvelle disposition de la Russie vis-à-vis des essais nucléaires. Les États-Unis, de plus en plus agressifs sur la scène internationale en vue de l'effondrement imminent de leur domination politico-militaire mondiale qui est dû à l'anéantissement progressif inéluctable engagé de la domination monétaire américaine et du système des pétrodollars instauré en 1979.

Dans le cadre de la lutte des États-Unis pour sa survie en tant que puissance dominante, l'intensification de leurs hostilités vis-à-vis du reste du monde et la création de nouveaux foyers de conflits armés ne vont que s'accroître au degré proportionnel de la diminution de leur suprématie.

Ainsi, les déclarations de Moscou stipulant que les nouveaux essais d'armes nucléaires n'auront lieu du côté russe qu'à l'accroissement des hostilités occidentales envers la Russie, dont les éventuels essais nucléaires par les Américains, ne peuvent être considérées autrement que par la mise en demeure avant le début des essais des nouvelles armes nucléaires révolutionnaires en possession des forces armées de la Fédération de Russie.

Un nouvel équilibre géostratégique, dorénavant inévitable, est en train d'être instauré. L'équilibre qui ne sera plus basé sur les accords, les traités et les partenariats entre la Russie et l'Occident collectif, mais sur la parité militaire rajustée en flux tendu entre les parties.

*Président du CCIE (www.c-cie.eu)

(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des grandes écoles de commerce de Paris)

Edito

Précariser les Gabonais pour mieux les tenir, surtout en période électorale, voilà ce à quoi le peuple a été réduit durant tout le long règne de 14 ans du dictateur émergent. Ainsi, le Gabon était devenu ce pays où l'excellence était niée et la médiocrité exaltée. Le gabonais était devenu étranger dans son propre pays, alors que ses dirigeants se comportaient comme des non-gabonais. Autrement dit, des gens venus d'ailleurs pour venir faire fortune chez nous et repartir dans ce pays où coulent le lait et le miel. Les voleurs de l'émergence nous ont fait la démonstration qu'on peut piller ce pays, sans que les fonctionnaires en souffrent. La preuve, chaque 25 du mois, ils faisaient le plein des banques.

Mais de l'autre côté, toute une jeunesse a été joyeusement sacrifiée sur l'hôtel de la haine, de la jalousie et de la méchanceté. Un matin, le régime a décidé comme ça, qu'il n'embauche plus et que cela était une recommandation du FMI et de la Banque mondiale. Conséquence, des jeunes compatriotes compétents, après avoir fait de brillantes études, voyaient leurs diplômes moisir à la maison. D'autres qui avaient un peu de chance, se livraient à de petits métiers qui leurs permettaient de joindre les deux bouts, surtout dans une capitale impitoyable comme Libreville. Au comble des difficultés quotidiennes, filles et garçons, le soir venu, se livraient au plus vieux métier du monde. Et on comprend mieux pourquoi le régime avait dépenalisé

Gagner le pari de l'emploi des jeunes

l'homosexualité. Au-delà du fait que certains acteurs s'y adonnaient avec joie, des jeunes garçons étaient obligés de se livrer pour se faire un peu d'argent...

Aujourd'hui, avec l'acte libérateur posé par le GI Oligui et ses hommes, l'espoir renaît. Certes, il ne pourra pas tout faire, mais personne ne peut imaginer ce que nos jeunes compatriotes vivent actuellement. A savoir le simple fait de se lever pour aller déposer un dossier quelque part. Ce qui n'était plus possible hier sous l'enfant-roi, est devenu une réalité sous le GI Brice Clotaire Oligui-Nguema.

Cependant, le CTRI ne doit pas s'arrêter en si bon chemin. La fonction publique n'a pas et ne doit pas avoir pour vocation, d'absorber le chômage au Gabon. Le CTRI, tout en recrutant les jeunes là où cela est possible au sein de la fonction publique, devrait également agir à deux niveaux. Premier niveau et il a commencé à le faire, soutenir le secteur privé au Gabon en y injectant les moyens et les marchés. Deuxième niveau, créer une nouvelle classe d'hommes d'affaires gabonais et leur donner les moyens qui vont avec. Certains vont certainement échouer, tant pis, au aura au moins essayé, mais d'autres vont réussir. Ces derniers pourront ainsi, non seulement créer de la richesse, mais aussi donner de l'emploi aux jeunes gabonais.

Guy Pierre Biteghe